

**COOPÉRATION****Signature d'un protocole d'entente pour la lutte anticorruption et la transparence, entre l'USJ et Expertise France**

L'Union européenne a mandaté Expertise France, une agence publique française qui met en œuvre des politiques publiques dans des pays en développement afin de contribuer au développement humain, environnemental et économique, pour mettre en œuvre au Liban le projet ACT (Anti-Corruption and Transparency Project), dont les objectifs incluent notamment la sensibilisation du public et des utilisateurs des services publics sur les questions de la transparence et de la lutte contre la corruption.

Dans ce contexte, à l'issue d'un appel à proposition, le comité d'évaluation d'Expertise France a choisi le projet porté par l'Observatoire de la fonction publique (OFP) et de la bonne gouvernance de l'Université Saint-Joseph, en coopération avec l'Association libanaise pour les droits et les intérêts des contribuables (Aldic).

Le Pr Salim Daccache, s.j., recteur de l'USJ, et Jérémie Pellet, directeur géné-

ral d'Expertise France, ont signé à cet effet un protocole d'entente concernant les modalités du projet en présence, notamment du Pr Pascal Monin, directeur de l'OFP, de Karim Daher, président de l'Aldic, de Naji Boulos, porteur du projet au sein de l'USJ, et de membres de l'équipe d'Expertise France.

Le Pr Salim Daccache a exprimé sa joie « de signer un accord de première importance, puisqu'il correspond aux objectifs de l'USJ et de sa mission nationale », et a jugé que c'est là « une manière de contribuer au redressement du Liban ».

De son côté, Jérémie Pellet a estimé que « c'est un partenariat au niveau d'un projet extrêmement important pour Expertise France et qui est particulièrement d'actualité au Liban puisqu'il présente l'une des principales revendications de la population : la lutte anticorruption et la transparence. L'un des objectifs de ce programme est de travailler sur la communication

et la diffusion des principes de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption ».

Le Pr Pascal Monin a exprimé à cette occasion sa fierté de mettre en œuvre ce projet avec le soutien du recteur, qui a fait de la lutte contre la corruption une partie intégrante de la mission nationale de l'USJ. Karim Daher s'est dit honoré « de faire partie de ce projet, de travailler avec Expertise France, d'accompagner l'USJ et d'essayer de travailler au renforcement de l'indépendance de la justice et de la lutte contre la corruption, et ce pour aider à sortir le Liban de la crise dans laquelle il se débat ». Enfin, Naji Boulos a estimé que « ce vaste projet de lutte contre la corruption, qui durera un an, prendra au Liban des années d'efforts afin d'aboutir à des résultats satisfaisants, mais pour notre part, nous contribuerons à l'établissement de bases solides pour mettre le train en marche ».